



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

**N° DLP2020-30 - Séance du 06/07/2020**

ACTES

4. Fonction publique

4.5 Régime indemnitaire

4.5.1.Délibérations primes, indemnités et avantages

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

### Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

### Absent excusé :

Alain SOULIER

### Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

## **N° DLP2020-30 – MISE A JOUR DU REGIME INDEMNITAIRE POUR LES CCAS & EHPAD – COMPLEMENT A LA DELIBERATION DLP2020-04**

Marie-Thérèse AMALVY rapporte que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été mis en place pour les agents du CCAS et de l'EHPAD de Baillargues dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (délibération n°2016-45).

Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à remplacer le précédent dès lors que les cadres d'emplois y sont éligibles.

Le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale modifie le décret n°91-875 et établit une équivalence provisoire avec des corps de l'Etat bénéficiant du RIFSEEP afin que des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale non encore éligibles puissent en bénéficier à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020.

Les cadres d'emplois désormais éligibles au RIFSEEP sont :

- Ingénieur
- Technicien
- Psychologue
- Educateur de jeunes enfants
- Conseiller des APS
- Directeur des établissements d'enseignement artistique
- Adjoint technique des établissements d'enseignement
- Moniteur-éducateur et intervenants familiaux
- Sage-femme
- Cadre de santé paramédical
- Cadre de santé puéricultrice
- Cadre de santé infirmier et technicien paramédical
- Infirmier en soins généraux
- Infirmier catégorie B
- Puéricultrice
- Technicien paramédical
- Auxiliaire de soins
- Auxiliaire de puériculture

Les collectivités ont l'obligation de substituer le RIFSEEP aux primes versées jusqu'alors aux agents des cadres d'emplois non éligibles, et ce dans un délai raisonnable.

L'octroi de régime indemnitaire dans le cadre du RIFSEEP est cumulable avec :

- Les indemnités compensant un travail de nuit
- Les indemnités pour travail du dimanche et jours fériés
- Les indemnités d'astreintes, de permanence et d'intervention
- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires
- L'indemnité forfaitaire pour élections
- Les Primes d'intéressement collectif
- La GIPA

- La NBI
- Les indemnités liées à la mobilité géographique (frais de changement de résidence, prime de mobilité, indemnité de déplacement domicile-travail)

Mais pas avec l'indemnité de régisseur.

Il est proposé au conseil d'administration d'adopter la mise à jour du régime indemnitaire applicable aux agents du CCAS et de l'EHPAD de Baillargues.

Le conseil d'administration est appelé à en délibérer.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

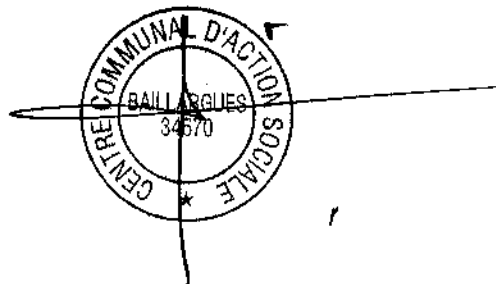
Le conseil d'administration **ADOpte** la mise à jour du régime indemnitaire applicable aux agents du CCAS et de l'EHPAD de Baillargues et **INSCRIT** les crédits aux budgets principal et annexe.

Pour extrait conforme,

Le 06/07/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Envoyé en préfecture le 08/07/2020

Reçu en préfecture le 08/07/2020

Affiché le



ID : 034-213400229-20200707-DLP2020\_30-DE